

EUA : « Les universités européennes ne doivent pas passer à côté de Bologne 2018 » (Lesley Wilson)

Paris - Publié le mercredi 21 septembre 2016 à 16 h 51 - Essentiel n° 76777

Lesley Wilson, secrétaire générale de l'EUA, appelle les universités européennes « à ne pas passer à côté de Bologne 2018 » et « à s'emparer du débat, pour éviter la bureaucratisation du processus », dans une interview à News Tank, le 20/09/2016. Dans cette perspective, l'EUA organisera une conférence mi-2017 autour de la pédagogie, « probablement en France », et qui devrait être pilotée par Gilles Roussel, président de l'Upem et président de la commission de la formation et de l'insertion professionnelle de la CPU.

Concernant la hausse des crédits aux programmes européens de recherche et innovation annoncée par Jean-Claude Juncker le 14/09/2016, la secrétaire générale de l'EUA déclare « ne pas encore savoir ce que cela implique » concrètement : « d'où vont venir les fonds censés doubler l'Efsi [plan Juncker] ? Les 400 M€ pour Horizon 2020 vont-ils servir à financer de nouveaux projets ? ». Elle affirme que « l'Efsi n'a globalement pas profité aux universités, contrairement à ce qui avait été annoncé ».

Au sujet de la Turquie où près de 1 500 doyens avaient été forcés à la démission par l'Etat en juillet 2016, Lesley Wilson estime que « la situation reste préoccupante, notamment par rapport à l'autonomie et la liberté académique, mais dans le contexte du pays, et notamment l'Etat d'urgence, il n'y a pas de réponse simple ». Elle annonce que le Conseil pour l'enseignement supérieur turc viendra fin octobre au Conseil de l'EUA, parler à l'ensemble des présidents des conférences universitaires européennes.

Lesley Wilson répond aux questions de News Tank

Comment réagissez-vous aux annonces de Jean-Claude Juncker le 14/09/2016 concernant le financement des programmes H2020 et Efsi (fonds européen pour les investissements stratégiques) ?

Lesley Wilson : Nous sommes déçus que l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation n'aient pas été davantage pris en compte par Jean-Claude Juncker dans son discours, et ce d'autant plus qu'il met l'accent sur la compétitivité et l'avenir de la jeunesse dans l'Union européenne... Nous pensons justement que pour créer de l'emploi et de la croissance en Europe, c'est sur les universités qu'il faut s'appuyer.

Quant aux mesures annoncées, nous ne savons encore ce qu'elles impliquent : d'où vont venir les fonds sensés doubler Efsi ? Les 400 M€ pour Horizon 2020 vont-ils servir à financer de nouveaux projets ? Nous attendons d'avoir des réponses.



Très peu d'universités
ont bénéficié du plan
Juncker

Vous émettez également des doutes sur l'efficacité du « plan Juncker » (Efsi)...

Ce fut notre grand chantier en 2016, pour lequel nous avons fait appel aux politiques, aux parlementaires, aux partenaires et à nos membres. Nous avons montré, chiffres à l'appui, que Efsi n'a globalement pas profité aux universités, contrairement à ce qui avait été annoncé. Le modèle financier d'Efsi repose en effet sur les emprunts, et échappe aux universités puisque même si elles le voulaient, la plupart ne sont pas autorisées par leurs Etats à emprunter de l'argent. De fait, très peu d'universités en ont bénéficié, et les seules se situent dans des pays qui ont par ailleurs la possibilité d'emprunter sur le marché comme le Royaume-Uni ou la Finlande.

Nous savons que cet argent mis sur Efsi aurait beaucoup plus d'impact s'il finançait des programmes comme Horizon 2020 qui ont prouvé leur efficacité. Or le taux de réussite est tellement bas que les programmes même excellents ne sont pas retenus. Nous allons donc continuer cette lutte dans les mois qui viennent, surtout depuis l'annonce du doublement d'Efsi.

Quelles sont les préoccupations actuelles des universités européennes ?

« Les questions d'autonomie et de liberté académique de plus en plus cruciales

Avec 800 membres, il est parfois difficile de faire émerger des questions communes à tous les pays, d'autant que les enjeux politiques de l'enseignement supérieur, identifiés dans notre analyse Trends 2015, se jouent moins à l'échelle européenne que nationale. Toutefois, nous avons constaté ces dernières années que la question des valeurs universitaires telle que

l'autonomie et la liberté académique, deviennent de plus en plus cruciale pour nos membres. Nous essayons de travailler ensemble cette idée d'Europe, en y plaçant en premier les valeurs universitaires. Cette année, nous avons par exemple mis l'accent sur les questions de diversité et d'inclusion, à travers notre outil de cartographie des initiatives en faveur de l'accueil des réfugiés notamment.

Quel bilan faites-vous de cet outil ?

La cartographie a permis de faire coopérer les universités les unes avec les autres, autour de leurs projets et leurs pratiques et permet également d'intégrer d'autres institutions à tout moment. Nous avons aussi réuni nos réseaux partenaires pour soutenir cette démarche et nous sommes régulièrement invités par nos membres et d'autres organisations pour présenter cet outil.

Bien sûr, si on comptabilise les initiatives, cela n'est qu'un début ; mais cela démontre que les universités ont un rôle moteur dans cette problématique des réfugiés. Lorsqu'elles agissent ainsi, au service du bien commun, les universités sont pleinement dans leur rôle. Et c'est ce que nous voulions montrer.

Une des préoccupations majeures des universités, notamment françaises, est l'autonomie. Comment pouvez-vous les accompagner dans cette démarche ?

L'autonomie est capitale pour les universités car c'est la base qui leur permet d'agir, et qu'on ne sait jamais comment la situation politique ou économique peut évoluer. Nous avons déjà beaucoup œuvré sur cette question, notamment à travers les "autonomy scorecard" dont la deuxième édition a été publiée en 2014. Il s'agit de compiler les données issues des conférences de recteurs sur l'autonomie des établissements sur les plans académique, organisationnel, financier, et du personnel, et d'établir à partir de ces résultats, un ranking par rapport à chacun des quatre éléments. Il est vrai que la France n'était pas très bien placée, notamment par rapport à l'autonomie financière.

« Une nouvelle édition des 'autonomy scorecard' pour avril 2017

Nous allons voir si la situation a évolué depuis puisque nous préparons une nouvelle édition, dont les résultats seront rendus publics en avril 2017, à l'occasion de notre conférence annuelle à Bergen (Norvège). Cette question de l'autonomie sera donc au cœur de notre réflexion.

Où en êtes-vous de l'organisation d'une conférence autour de la pédagogie proposée par Gilles Roussel, président de l'Upem ?

Cela avance et nous sommes en discussions avec nos collègues français. Un des objectifs de l'EUA est de permettre à ses membres de travailler ensemble sur des domaines qui les préoccupent : la recherche, la qualité, le financement des universités, etc. Or nous n'avions pas encore de groupe dédié à la pédagogie, ce qui fait le cœur de l'apprentissage, alors même que les choses évoluent dans ce domaine, parfois très vite, grâce notamment au numérique.

Nous pensons qu'il serait intéressant de placer cette initiative aussi dans le cadre de Bologne 2018, afin d'amener une contribution concrète sur ce sujet. Voilà pourquoi, l'EUA et notamment par l'intermédiaire de Jean Chambaz, président de l'UPMC et membre de notre conseil d'administration, travaille à la constitution d'un groupe de pilotage réunissant des représentants de plusieurs pays. L'idée est de pouvoir organiser cette conférence mi-2017, et en France puisque l'initiative vous en revient.

Quelle perception avez-vous de la préparation de Bologne 2018 ?

C'est un événement majeur et complexe, et qui nécessite dans un premier temps une structuration des discussions entre les représentants de tous les pays membres et les membres consultatifs - dont l'EUA qui représente les universités - sous la responsabilité du secrétariat français.



Pour l'Europe,
Bologne est une
vitrine incroyable

Pour éviter une certaine bureaucratisation du processus, nous pensons qu'il faudrait faire en sorte que les universitaires s'emparent plus du débat, il faut aller vers le concret et fournir du contenu, avec une priorité à l'innovation dans l'apprentissage et l'enseignement (learning and teaching). Et c'est ce que nous souhaitons générer grâce à la conférence autour de la pédagogie en 2017 qui permettra de réunir les membres et les énergies sur ces sujets.

Il ne faut pas passer à côté : pour l'Europe, Bologne est une vitrine incroyable. Car même s'il est perfectible, le modèle européen d'enseignement supérieur comporte de belles réussites comme la mise en œuvre du LMD, la mobilité avec Erasmus, la reconnaissance des diplômes ou des crédits. Il s'agit de franchir une nouvelle étape en se penchant sur de nouvelles approches pédagogiques et en se concentrant sur les besoins de l'étudiant.

Quelles nouvelles avez-vous de la situation en Turquie, à la suite de la « purge » dans le système d'enseignement ?

Lorsque nous avons appris les événements en juillet, et notamment la démission forcée de 1 500 doyens, nous avons été très fermes. La Turquie est un membre à part entière de l'EUA puisque nous comptons 64 universités membres, et qu'elle est représentée au sein de nos instances par le conseil pour l'enseignement supérieur turc, le Yök. C'est assez unique : il ne s'agit pas d'une conférence des recteurs comme dans les autres pays mais de l'administration qui gère le système académique et qui dépend directement du président. Nous avons donc demandé à rencontrer cette organisation afin de comprendre la situation, ce qui a eu lieu le 06/09/2016.

Qu'est-il ressorti de cette réunion ?

La situation reste préoccupante, notamment par rapport à l'autonomie et la liberté académique, mais dans le contexte du pays, et notamment l'Etat d'urgence, il n'y a pas de réponse simple. Le président du conseil pour l'enseignement turc montre toutefois qu'il souhaite trouver des solutions. Ainsi la plupart des doyens auraient réintégré leur poste, quant aux 15 universités privées qui avaient été fermées, on nous a assuré que les 65 000 étudiants avaient été répartis sur d'autres établissements. En revanche, beaucoup d'enseignants ont perdu leur poste et ne l'ont pas retrouvé.

« Nous continuons à maintenir le dialogue avec la Turquie

- Nous continuons donc à maintenir le dialogue, à poser des questions même si nous n'avons pas de réponse immédiate.
- Nous avons convenu avec le Yök qu'il allait venir fin octobre au Conseil de l'EUA parler à l'ensemble des présidents des conférences universitaires européennes.
- Nous envisageons de co-organiser prochainement une conférence à Ankara, avec le Yök afin de poursuivre ce dialogue avec les universités turques.

En parallèle, nous travaillons avec l'association Scholars at risk, basée à NYU, dont la mission est d'identifier les enseignants en danger, notamment en Syrie, Libye, etc. Scholars at Risk récolte des fonds des universités membres, dont beaucoup d'universités européennes membres de l'EUA, et trouve des postes pour ces enseignants forcés à l'exil.

Lesley Wilson



Parcours	Depuis	Jusqu'à
European University Association Secrétaire général	2002	Aujourd'hui

Lesley Wilson, née en Ecosse, est secrétaire générale de l'Association Européen de l'Université (EUA) depuis 2002.

Elle est diplômée de l'Université de Glasgow, 'Master of Arts' en histoire, langue et littérature française, sciences politiques.

Elle a effectué un séjour académique à Université d'Aix-en-Provence, a obtenu une bourse de l'Université de Strasbourg, et est diplômée de l'Institut des Hautes Etudes Européennes.

De 1979 à 1980, elle a mené un projet de recherche à la Fondation Européenne de la Science (Strasbourg), sous la responsabilité de Guy Ourisson, ancien président de l'Université de Strasbourg, sur la situation et le marché de l'emploi des jeunes chercheurs en Europe.

En 2013, elle a été faite Docteur Honoris Causa, de l'UPMC.

Fiche n° 13875, créée le 21/10/15 à 23:36 - MàJ le 21/09/16 à 15:49

European University Association



• **Rôle** : représente les universités et les conférences nationales des présidents d'université

- **Création** : 2001
- **Composition** : 850 membres issus de 47 pays
- **Président** : Rolf Tarrach, University of Luxembourg
- **Vice-présidents** :
 - David Drewry, University of Hull
 - Martine Rahier, University of Neuchâtel
- **Secrétaire générale** : Lesley Wilson

Fiche n° 3696, créée le 26/11/15 à 02:48

© News Tank Education 2016 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »